Convention relative à la mise en place d'actions pilotes pour la prévention et la valorisation des déchets verts sur le territoire de Marseille Provence Métropole

ENTRE :

La communauté urbaine Marseille Provence Métropole, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, ci-après désignée sous le terme « MPM »,
sise **Le Pharo** - 58, boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, représentée par son Président,

D'UNE PART,
ET :

L'association GERES (Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités)

Ci-après désignée sous le terme « l'association »

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901,

Représentée par son Président Thierry CABIROL

Ayant son siège social au 2 Cours Maréchal Foch - 13400 Aubagne

Numéro de téléphone: 04.42.18.55.88

Numéro de SIRET : 314 152 836 00032

D'AUTRE PART,

PREAMBULE

Par délibération AGER 038-203/11/CC du 28 mars 2011, MPM est engagée dans une démarche de réduction de la production de déchets sur son territoire et la mise en œuvre d'un Programme Local de Prévention des déchets qui font l'objet des actions n° 13 et 14 du Plan Climat Energie Territorial de MPM.

Le territoire de MPM est concerné par **le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) des Bouches-du-Rhône** en raison d'un dépassement fréquent des seuils d'émission de particules en suspension, et particulièrement l'agglomération marseillaise.

Le PPA est, à l'échelle départementale, un outil de planification d'actions en faveur de la lutte contre la pollution atmosphérique qui comporte 38 actions, dont une (l'action n°13) en lien avec le brûlage des déchets verts à l'air libre.

En effet le brûlage des végétaux, cause de nombreux troubles du voisinage (fumée, nuisance olfactive), augmente le risque d'incendie et entraîne d'importantes émissions de **polluants atmosphériques** tels que les particules fines mais aussi des gaz à effet de serre. De plus, le brûlage présente un effet **délétère sur la santé** : l'exposition aux particules fines est suspectée d'entraîner une perte moyenne d'espérance de vie de 9 mois par personne en France (source Institut national de veille sanitaire).

L'entretien des espaces végétalisés entraîne la production de volumes importants de déchets végétaux ménagers et assimilés à gérer par les collectivités : résidus d'élagage, de taille, de débroussaillage, tonte de pelouse... Ces déchets proviennent aussi bien des particuliers, des paysagistes que des services techniques des mairies et peuvent se retrouver soit dans les conteneurs pour ordures ménagères, dans les déchèteries ou dans les plateformes pour professionnels de la collectivité.

Le test d'actions pilotes permettant de réduire les quantités de déchets verts générées et de développer des opérations de valorisation de proximité afin de limiter l'impact des transports sur la qualité de l'air est important pour la collectivité.

Le projet présenté par le GERES, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, de mener une étude et des actions pilotes sur ces deux niveaux, à l'échelle du territoire de Marseille Provence Métropole, avec l'appui de l'UNEP Méditerranée (Union des entreprises du paysage) participe, sur son territoire, à la politique de MPM sur la réduction des déchets ainsi qu'à la réduction des émissions atmosphériques polluantes (particules fines, composés cancérigènes : Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques ou HAP, benzène, dioxines...) et des Gaz à Effet de Serre (GES). De fait, le projet permettra de satisfaire aux objectifs du PPA et du PCET de MPM.

Il y a donc lieu de conclure une convention, sur le fondement de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, pour préciser les conditions du versement de la subvention à l'association.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les projets pilotes de prévention et valorisation des déchets verts sur le territoire de MPM selon la démarche suivante :

- Réaliser un état des lieux des pratiques actuelles auprès des particuliers, des paysagistes, des services techniques municipaux et des agriculteurs
 - Cette phase vise à recueillir l'avis des publics ciblés par les actions pilotes sur le territoire de MPM pour alimenter la réflexion sur les solutions proposées.
 - L'enquête sera conduite auprès des paysagistes, des services municipaux, des particuliers et des agriculteurs et permettra notamment d'identifier les acteurs souhaitant s'engager dans les actions pilotes dans le cadre du projet.
- Tester des services autour du broyage auprès de 1 à 2 services techniques et 3 entrepreneurs pilotes ;
 - Test d'un service de broyage et conseils sur les solutions de prévention par les paysagistes auprès de leurs clients : particuliers, services techniques, résidences d'habitation...
 - Mise en place du broyage par les services techniques avec une utilisation sur les espaces verts publics ou pour la fourniture de broyat

- Test de circuits de fourniture/mise à disposition (relation directe offre-demande) de broyat pour les particuliers (comment mettre du broyat à disposition), pour le compostage partagé, pour le compostage autonome...
- Tester des circuits courts pour la valorisation agricole des déchets verts auprès de 4 agriculteurs pilotes.
 - Il est envisagé de **tester 2 circuits de valorisation agricoles de proximité** (dépôts, broyage et compostage de déchets verts) basé sur un partenariat entreprises du paysage/agriculteurs (en intégrant la possibilité pour des entreprises d'espaces verts d'utiliser les composts produits). Il est envisagé de tester un site à proximité **d'une zone de maraîchage** et un site à proximité **d'une zone viticole** afin d'obtenir des expériences sur les deux types d'agriculture les plus représentatifs du territoire de MPM.
- Evaluer ces opérations tests et définir le potentiel de répliquabilité et les conditions de fonctionnement en dehors d'un projet pilote.
 - Une première analyse pour chaque catégorie d'actions sera proposée par le GERES et soumise aux partenaires afin d'évaluer chaque action sous plusieurs angles :
 - Impacts techniques : quantités de déchets concernés et impact en termes de réduction ou de valorisation
 - Impacts économiques : potentiel économique des services proposés
 - Impacts qualitatifs : satisfaction des acteurs pilotes (paysagistes, services techniques, agriculteurs), satisfaction des usagers (clients, particuliers)

Le projet présenté par le GERES sera réalisé en partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône avec l'appui de l'UNEP Méditerranée (Union des entreprises du paysage).

MPM contribue financièrement à ce projet qui sera mis en œuvre selon le planning proposé par l'association et validé par MPM, joint en annexe 2 de la présente convention.

Les actions sont définies précisément dans le dossier de demande de subvention remis par le GERES, et ont vocation à se dérouler du deuxième semestre 2015 à fin 2017.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa notification à l'association pour une durée de deux ans, nécessaires à la mise en place du programme d'actions proposées.

ARTICLE 3 – COUT DU PROJET

Le coût total estimé éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 85 923 € net de taxes, conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe 1 de la présente convention.

Les coûts pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet qui :

- sont liés à l'objet du projet ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement. Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles ne doit pas affecter la réalisation du projet et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre de son projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible.

En tout état de cause, le montant de la subvention attribuée par MPM à l'association ne pourra augmenter quelles que soient les adaptations réalisées sur les budgets prévisionnels.

ARTICLE 4. MONTANT DE LA SUBVENTION

MPM contribue financièrement pour un montant forfaitaire non révisable de 6 014,60 euros équivalent à 7% du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, tels que mentionnés à l'article 3. Une telle subvention n'est pas assujettie à la TVA. Il est rappelé, conformément à l'article 3, que le montant de la subvention ne pourra faire l'objet d'une réévaluation.

MPM contribue financièrement au financement du programme d'actions proposé par le GERES dans le cadre du plan de financement joint en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention sera versée, en totalité, à la notification de la présente convention.

La subvention est imputée sur le budget annexe 2015 « collecte et traitement des déchets » de la communauté urbaine.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués au compte de l'association GERES :

Nom de la Banque : Crédit Coopératif

Code établissement : 42559

Code guichet : 00031

Numéro de compte : 21023841204

L'ordonnateur de la dépense est le Président de MPM.

Le comptable assignataire est le trésorier payeur général de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de son exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°200-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Ce document est signé par le président ou toute personne habilitée ;

- la copie certifiée du budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de son activité, conformément à l'article L1611-4 du CGCT ;

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du Code de Commerce si l'association perçoit annuellement une ou plusieurs subventions dont le montant dépasse 153.000 €.

ARTICLE 7 – AUTRES ENGAGEMENTS.

L'association communique, sans délai, à MPM la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer MPM sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 –SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et, en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association, sans l'accord écrit de MPM, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. MPM en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – EVALUATION

L'association s'engage à fournir, en même temps que le compte rendu financier conformément à l'article 6 de la présente convention, un bilan qualitatif et quantitatif à l'issue de chacune des actions/manifestations réalisées dans le cadre du projet, ainsi qu'un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de son projet.

MPM procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du projet auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif. L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du projet au regard de l'intérêt communautaire.

ARTICLE 10 – CONTROLE DE MPM

Pendant et au terme de la convention, un contrôle peut être réalisé par MPM, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

En cas d'écart constaté entre le budget prévisionnel du projet et les dépenses réalisées, MPM pourra exiger le remboursement de sa contribution financière.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant co-signé par MPM et l'association. Les avenants feront partie de la présente convention. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 – RESILIATION DE LA CONVENTION.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans indemnité ou dédommagement, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La subvention sera restituée en cas de dénonciation expresse ou de résiliation de la convention.

ARTICLE 13 – INCESSIBILITE DES DROITS

La présente convention est conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits à qui que ce soit.

ARTICLE 14 – RESPONSABILITE

L'association sera seule responsable de tout dommage pouvant résulter de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

L'association s'engage à contracter toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et notamment garantir MPM contre tous les sinistres dont elle pourrait être responsable. Elle paiera les primes et les cotisations de ses assurances de façon à ce que MPM ne puisse en aucun cas être inquiétée.

La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à MPM par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 16 – CADUCITE DE LA CONVENTION

La présente convention sera caduque si l'association est dissoute ou si l'activité de l'association est inexistante du fait de la carence de ses membres.

ARTICLE 17 – DIFFUSION – PUBLICITE

L'association s'engage à mentionner le nom et le logo de MPM dans tous les moyens mis en œuvre au titre de la présente convention (plaquettes, documents, véhicules, etc), et lors de toute publicité ou toute manifestation d'information ou de sensibilisation portant sur tout ou partie du projet.

ARTICLE 18 – LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Marseille.

Fait à Marseille, le

**Le Président de la communauté urbaine
Marseille Provence Métropole**

Le Président de l'association

Guy TEISSIER

Thierry CABIROL

ANNEXE 1

Budget prévisionnel et plan de financement

BUDGET PREVISIONNEL

	Budget en € net de taxes
Diagnostic - Etat des lieux	6 517
Test de services de broyage - Evolution des pratiques	17 231
Tests de circuits de valorisation agricole	15 797
Bilan et capitalisation	10 964
Coordination - Gestion du projet	13 724
Total Moyens humains	64 233
Prestation UNEP	2 500
Sous-traitance Formation	1 440
Prestation communication	2 450
Prestation Analyse de sols	2 500
Enveloppe "Location, démonstration mise à disposition de broyeurs"	12 500
Frais déplacements	300
Total Frais - Prestation	21 690
Total Global Projet	85 923

PLAN DE FINANCEMENT

	Montant en € net de taxes	Répartition (%)
ADEME-DRAAF-CR PACA	63 738,40	74,2
MPM	6 014,60	7,0
Autofinancement GERES	16 170,00	18,8
	85 923,00	100

ANNEXE 2 : PLANNING PREVISIONNEL

	2015			2016					2017			
	nov-dec mois 1-2	jan-fev mois 3-4	mars-avril mois 5-6	mai-juin mois 7-8	juil-août mois 9-10	sept-oct mois 11-12	nov-dec mois 13-14	jan-fev mois 15-16	mars-avril mois 17-18	mai-juin mois 19-20	juil-août mois 21-22	sept-oct mois 23-24
Diagnostic - Etat des lieux												
Enquête Grand public												
Enquête Paysagistes												
Enquête Service techniques												
Enquête Agriculteurs												
Test de services de broyage - Evolution des pratiques												
Identification des services techniques pilotes												
Identification des entreprises du paysage pilotes												
Formation (2 J)												
Support de communication (courrier + information)												
Accompagnement à l'acquisition de broyeurs												
Service de broyage + broyage par les ST												
Réunion de retours d'expérience entre paysagistes												
Réunion de retours d'expérience entre services techniques												
Réunions de réflexion sur les lieux de dépôt-broyage-fourmiture (2)												
Tests de circuits de valorisation agricole												
Identification des agriculteurs pilotes (4)												
Démonstrations de matériels												
Prélèvements et analyses de sols agricoles												
Soutien technique et juridique aux partenariats agriculteurs / paysagistes												
Accompagnement 2 végétères et lieux de compostage de proximité												
Bilan et capitalisation												
Conception des outils de suivi												
Recueil et analyse des résultats												
Conclusions et rapport												
Présentation en réunion de mutualisation												